

# Synthèse régionale

## Bonne orientation de l'activité économique 2018

Magali Bonnefont, Insee

En 2017, les signaux de reprises étaient nombreux. L'année 2018 confirme la bonne orientation de l'activité économique régionale.

### Croissance de l'emploi et amélioration du chômage

En 2018, la hausse annuelle de l'emploi salarié total se poursuit, avec + 1,6 %, soit 1 800 postes supplémentaires. En particulier, l'emploi privé continue de se développer (+ 2 %). Parallèlement, les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) auprès de l'Urssaf augmentent de 7 %, particulièrement celles en CDI (+ 12 %).

Cette amélioration sur le plan de l'emploi conduit à une baisse du taux de chômage régional pour la quatrième année consécutive. Avec 9,0 % de la population active, il se rapproche ainsi du niveau national (8,8 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi diminue (- 3,3 % pour la catégorie A, - 2,1 % pour les ABC) grâce à un repli des inscriptions et davantage de sorties. Seuls les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus et les chômeurs de longue durée échappent à cette embellie.

### Bonne tenue des chiffres d'affaires et des investissements

Les entreprises enquêtées par la Banque de France indiquent une hausse de leur chiffre d'affaires (CA) de 3,2 %. De même, les CA déclarés à la Direction régionale des finances publiques (DRFIP) par les entreprises soumises à TVA, croissent de 5,9 %. Les recettes de l'impôt sur les sociétés progressent de 10,3 % sur l'année.

Les investissements des entreprises observés à partir de la TVA déductible sur immobilisations, sont en hausse de 17,9 %. La distribution du crédit aux entreprises poursuit son développement (+ 14,5 %), notamment les crédits à l'équipement (+10,3 %).

La création d'entreprises est dynamique : le nombre de nouvelles entreprises croît de 10,5 %, notamment les micro-entreprises (+ 16 %) et les entreprises individuelles (+ 15,3 %). Parallèlement, les défaillances d'entreprises poursuivent leur recul (- 3,6 %) entamé en 2017.

### Nouveau record de fréquentation

Le nombre de passager accueillis dans les ports et aéroports insulaires progresse de 3 % sur un an et atteint encore un nouveau record (8,4 millions hors croisiéristes). Pour la première fois, le trafic aérien, toujours en forte croissance (+ 6,5 %) dépasse le maritime.

La fréquentation des hébergements touristiques marchands croît légèrement (+ 0,6 %) avec 10,9 millions de nuitées. La Corse est ainsi la seule région du Sud à connaître une progression. Cette hausse est portée par l'hôtellerie de plein air (+ 3,3 %) qui bénéficie de l'attrait toujours plus large des emplacements équipés (+ 5,7 %). Ils regroupent désormais 46,4 % des 4,5 millions de nuitées des campings.

Les nuitées hôtelières (3,3 millions) progressent de 1,2 % grâce à une fréquentation record des touristes étrangers (+ 10 %). Seuls les autres hébergements collectifs de tourisme, qui concentrent 3,1 millions de nuitées, sont en baisse (- 3,6 %).

Les CA des entreprises d'hébergement et de restauration selon l'enquête de la Banque de France, évoluent favorablement (respectivement + 4,5 % et + 1,3 %). Néanmoins, la hausse des déclarations d'embauche est faible (+ 3 %) et l'emploi augmente peu (+ 0,6 %).

### Le tertiaire marchand toujours bien orienté

Le tertiaire marchand, qui concentre 46,5 % des salariés de la région continue de créer des emplois (+ 1,8 %). Néanmoins, le secteur du commerce, qui était le plus dynamique en 2017, s'essouffle un peu (+ 2,1 % après + 5,0 %) au profit des services immobiliers (+ 4,3 %) et des services aux entreprises (+ 3,5 %).

### Rebond de l'industrie

L'industrie, demeurant de taille très réduite en Corse avec un salarié sur dix, se réoriente à la hausse : l'emploi salarié progresse de 3,8 % sur un an (soit 250 emplois supplémentaires) et les DPAE augmentent de 8 %. Les industriels indiquent à la Banque de France une croissance globale de leur CA de 4,5 %. L'agroalimentaire, qui constitue la principale branche industrielle régionale,

gagne 5,8 % de salariés supplémentaires et enregistre une croissance de son CA de 2,6 %.

### Une situation toujours mesurée dans la construction

2018 confirme la bonne orientation des autorisations de mises en chantier (+ 3,7 %). Ainsi, avec 6 100 logements autorisés, le secteur est au dessus de la moyenne de long terme (5 600).

Pourtant, comme en 2017, le nombre de logements commencés diminue (- 1,5 % sur un an). De même, la commercialisation de logements neufs est mal orientée : les mises en vente sont en baisse de 23,9 % et les ventes d'appartements collectifs neufs (95 % du marché de la promotion) reculent de 10,3 %.

Les entreprises interrogées par la Banque de France indiquent toutefois un léger repli de leur CA (- 0,2 %) après le rebond constaté en 2017. Le second œuvre se tient mieux (+ 2,4 %) mais les travaux publics perdent - 3,3 %, la fusion des trois principaux donneurs d'ordre publics ayant pu jouer défavorablement.

L'emploi dans le BTP demeure pourtant en hausse (+ 4,9 % après + 1,3 % en 2017) après le repli continu subi depuis 2009.

### Un climat difficile pour l'agriculture

Après la sécheresse de 2017, l'abondance des précipitations, en particulier au printemps et à l'automne, associée au niveau toujours très élevé des températures, pèse sur les rendements et la qualité des productions agricoles de 2018. La quantité de fourrage a été au rendez-vous mais sa qualité variable voire médiocre, et la pâture des animaux perturbée.

La production de clémentines, qui s'annonçait exceptionnelle, a souffert d'une moindre commercialisation (17 % non commercialisée au lieu de 9 %) et les récoltes de châtaignes et d'amandes sont à leurs plus bas niveaux.

Néanmoins, les récoltes de noisettes et d'olives sont au dessus de leurs rendements habituels. De même, malgré des conditions climatiques difficiles qui limitent les rendements et le degré de vinification, la viticulture renoue avec la production. ■

# Contexte national

## L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

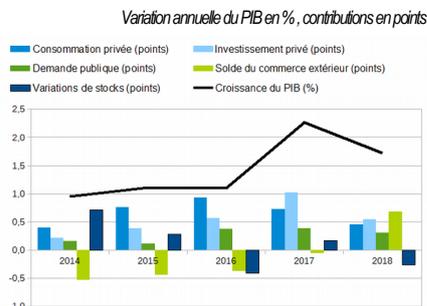
### L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au *Brexit*.

### L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (+ 2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

### 1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014

### L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

### Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016

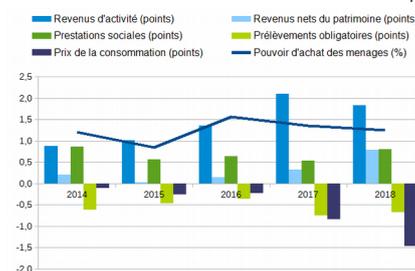
(respectivement 8,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

### Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (bascule CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment).

### 2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Variation annuelle du pouvoir d'achat des ménages en %, contributions en points



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014